



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Résumés des contributions des groupes de travail A1 à A8, B1 à B8

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Résumés des contributions des groupes de travail A1 à A8, B1 à B8. In: Économie rurale. N°167, 1985. pp. 57-65;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.4911>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1985\\_num\\_167\\_1\\_4911](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_167_1_4911)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

RÉSUMÉS  
DES CONTRIBUTIONS DES GROUPES DE TRAVAIL  
A1 à A8, B1 à B8

**A1. GESTION DES EXPLOITATIONS ET FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE**

H. ANDERSSON. — **Différentes stratégies de succession et leurs conséquences sur la rentabilité et la trésorerie des exploitations.** La hausse des prix sur le marché foncier, un taux très bas de rentabilité du capital d'exploitation (qui implique une faible capacité de remboursement des emprunts) rendent de plus en plus complexe le transfert d'une exploitation d'une génération à la suivante. Plusieurs stratégies de succession peuvent être définies : l'exploitation peut être vendue à différents prix ; elle peut être louée ou donnée au successeur. Un modèle de simulation budgétaire non stochastique a permis de déterminer pour un groupe d'exploitations familiales moyennes (production laitière ou porcine) de l'île de Gotland (Suède), le taux minimum de rentabilité du capital d'exploitation correspondant aux divers ratios de fonds propres (et donc d'endettement). Seul le don des terres et bâtiments, ainsi que de la majeure partie du cheptel vif et mort permet de maintenir un ratio de fonds propres supportable.

J. CHRISTENSEN, M. LUND, D.E. PEDERSEN. — **La mise en place de systèmes de comptabilité et de budget destinés à la gestion des exploitations agricoles.** En général, les systèmes de comptabilité et budgets mis en place dans les exploitations agricoles intéressent peu les agriculteurs mais servent plutôt les besoins des prêteurs ou administrations. En liant davantage le système d'informations comptables aux diverses décisions à prendre, le « projet de Bornholm » devrait être mieux accepté par les agriculteurs. Il couvre les diverses étapes des processus de décision à court et long terme. Il a été mis au point, pour une période d'essai de cinq ans, par l'Institut d'Economie Rurale et le service de vulgarisation local.

C. DORDIO, J.C. DAS DORES ZORRINHO. — **Le crédit agricole au Portugal : utilisation et gestion.** La première partie de l'étude analyse le système actuel de crédit agricole portugais : SIFAP (Sistema de Financiamento à Agricultura e Pescas = Système de financement de l'agriculture et de la pêche). Les faiblesses de ce système sont discutées. La seconde partie traite de l'application de ce système de crédit à des activités d'élevage de bovins à viande, avec l'objectif de mesurer leur contribution à la rentabilité, c'est-à-dire à la plus importante décision de gestion : comment produire ? Il en résulte des critères de décision pour le banquier.

R. KÜHL. — **Rentabilité d'une meilleure information sur les prix sur les marchés des facteurs et des produits.** Obligé de vendre et d'acheter, l'agriculteur individuel est mal informé sur les prix, qui ne sont connus avec certitude que si les marchés sont centralisés. Pour s'assurer du prix le plus favorable il tentera d'obtenir une série de prix auprès de divers acheteurs et vendeurs. Mais cette opération prendra beaucoup de temps et coûtera donc cher. Il faut réfléchir sur les composantes des coûts et donc envisager les gains marginaux possibles. La distribution de prix pour les produits agricoles et industriels est estimée pour une région relativement petite (Schleswig-Holstein). Des modèles mathématiques sont construits pour décrire la mise en vente et l'achat. La stratégie optimale est définie à l'aide de la programmation dynamique. On peut ainsi évaluer pour différentes exploitations le montant des accroissements de recettes et des réductions de coûts dues à la recherche de prix « meilleurs ».

J.A. RENKEMA, A.A. DIJKHUISEN. — **Aspects économiques des maladies des animaux, et évaluation des programmes de prévention sanitaire.** Le rapport décrit les principaux facteurs de pertes consécutives aux maladies des animaux et leurs effets économiques par type de maladie aux différents niveaux économiques. La perte économique au niveau de l'exploitation est étudiée a) avant la réforme (moindre productivité, traitement vétérinaire et médicaments), b) lors de l'élimination (moindre valeur bouchère et non-emploi de facteurs de production) et c) ensuite, manque à gagner par suite du remplacement forcé. Les données d'un programme de prévention sanitaire animale, appliqué aux fermes laitières dans la province d'Overijssel, permettent d'examiner les méthodes d'évaluation des pertes pour la situation actuelle, puis de procéder à l'analyse coûts/avantages des programmes de prévention. Mais ni la comparaison avec les exploitants hors programme, ni l'emploi de l'analyse factorielle n'ont permis de mesurer les facteurs contribuant à l'effica-

cité des actions entreprises. Une approche normative par l'élaboration de modèles a ainsi dû suppléer à l'analyse statistique. Quelques résultats de l'usage combiné des approches positive et normative sont donnés pour le facteur fertilité.

**A2. LA FORMATION DES PRIX SUR LES MARCHÉS AGRICOLES**

D. COLMAN. — **La transmission imparfaite de prix d'intervention.** Il est logique de supposer que les changements des prix décidés dans le cadre de la politique agricole entraînent des changements égaux dans les prix payés aux agriculteurs et dans les prix de gros. Autrement dit, il y aurait « transmission parfaite » des prix d'intervention. Cette étude présente les raisons pour lesquelles cette transmission parfaite n'existe pas en pratique. Des résultats économétriques pour les prix des céréales fourragères au Royaume-Uni illustrent ce raisonnement.

K. DUCZKOWSKA-MALYSZ. — **Le marché des terres et les prix de la terre dans les pays socialistes. Les expériences polonaises.** En Pologne, la propriété privée concerne environ 76 % de la SAU. L'existence de la propriété privée au sein d'une formation socialiste nécessite l'intervention de l'Etat. Sur les ventes et les prix de la terre, la spécificité de la gestion de la terre en Pologne aboutit à l'existence de deux marchés de la terre : 1) le marché libre sensu stricto sur lequel agissent les lois de l'offre et de la demande ; 2) le quasi-marché, administré par l'Etat, qui comprend les transactions de transmission et d'acquisition de terre effectuées par une banque foncière ; les transactions réalisées par l'intermédiaire du Fonds National des Terres -achat-vente-gérance-, qui se font autrement que par les règles du marché. Deux prix se sont formés dans les transactions foncières : l'un, moins élevé, est fixé par l'Etat ; l'autre, celui du marché libre, est déterminé par l'offre, la demande et la concurrence. Ce 2<sup>e</sup> prix apparaît étroitement lié au climat socio-économique d'ensemble et aux perspectives de l'agriculture individuelle ; il augmente remarquablement dans les périodes de nouvelle politique économique et baisse quand la rentabilité de la production agricole se détériore. Les deux prix de la terre sont des instruments de la politique agricole visant à une exploitation rationnelle des terres. Ils ne correspondent guère à la terre capitalisée.

L. KERSTEN, P. SALAMON. — **La formation des prix sur le marché de lait de la CEE avec différentes politiques.** Quelles répercussions peut-on attendre des changements d'orientation de la politique laitière pour la production de lait et de produits laitiers dans les Etats-membres, pour la concurrence et pour la formation des prix ? Pour examiner ces problèmes l'application d'un modèle interrégional de programmation quadratique paraît approprié. On ne tient compte que du secteur de lait (production, transformation, utilisation) en Allemagne de l'Ouest, en France et aux Pays-Bas ainsi que du commerce entre ces Etats et des exportations vers d'autres pays. Le modèle est utilisé pour expliquer la situation du marché en « 1980 » (moyenne de 1979-81). Puis on analyse les MCM avant de calculer les quantités et les prix d'un marché équilibré à long terme. Finalement deux stratégies sont étudiées qui pourraient résoudre le problème du marché laitier communautaire : le système actuel avec une politique de prix plus restrictive, et la régulation par quota. Les résultats du modèle « 1980 » devraient grosso modo refléter la situation réelle. L'abolition des MCM changera la répartition de la production et du commerce entre les produits et les régions. Les solutions visant l'équilibre de marché à court terme et à long terme révéleront des changements plus profonds.

R.A.E. MULLER, L.F. SCHRADER. — **Le prix du prix du marché.** La structure de l'organisation du marché et ses variations sont habituellement expliquées par la structure et les évolutions des frais de commercialisation, en particulier ceux qui résultent du transfert matériel de marchandises (transport et emballage). En revanche, les frais liés au fonctionnement du mécanisme des prix, les frais de transactions ont été très peu envisagés. Or en fait, ils ne sont pas négligeables ; ils sont importants pour expliquer le choix des lieux de vente par les intermédiaires et pour expliquer l'organisation des marchés agricoles qui en résulte. En se fondant sur la théorie néo-autrichienne des processus de marché, on propose un cadre conceptuel adapté à une meilleure interprétation des fonctions économiques des marchés concrets. En outre, ce cadre peut servir de base à l'interprétation de l'évolution des marchés.

F. ROSA. — **Le concept de « leadership » en matière de prix dans les marchés agricoles : application au marché avicole en Italie.** Des recherches récentes ont étudié la nature des marchés agricoles, en utilisant des tests pour vérifier l'existence de relations de causalité. Le but de cet article est de discuter ce concept de causalité. En application, pour évaluer les caractéristiques du marché avicole en Italie, un préfiltrage des séries historiques des prix des différentes espèces avicoles avec un filtre ARIMA, tente d'éviter les effets de l'autocorrélation. L'opération suivante est la « crosscorrélation » des innovations avec le test de J'ough pour mettre en évidence les relations causales. Les structures « lead-lags » qui caractérisent les « crosscorrélations » dynamiques analysées pour les produits homogènes et non homogènes pour examiner la performance du marché suggèrent que des conditions de marché peuvent être améliorées avec un système d'information plus efficace. Elles confirment que les changements vers la concentration, l'intégration verticale, les relations contractuelles des vingt dernières années ont altéré significativement la structure et la performance du marché.

H. de GORTER. — **Les facteurs politico-économiques influant sur la formation des prix du lait aux États-Unis.** L'auteur évalue un modèle d'équation économétrique simultanée à variables discontinues et continues de la formation du prix du lait aux États-Unis. Trois décisions-clés sont modélisées : la décision des membres du Congrès de voter pour ou contre une modification du prix du soutien, les contributions fournies aux membres du Congrès par les producteurs de lait et la fixation du niveau réel de soutien des prix par les autorités compétentes de l'USDA (Ministère de l'Agriculture). Une analyse logique révèle que les votes des hommes politiques sur le niveau des prix de soutien dépendent de la valeur de la production laitière et de la population rurale (traduisant les intérêts des producteurs), des revenus moyens et de la population totale (reflétant les intérêts des consommateurs), du parti politique, de l'idéologie des commettants et des ressources fournies par les producteurs. L'établissement du niveau de soutien des prix est en fait fonction de la popularité du Président et du déficit budgétaire du Trésor fédéral.

### A3. EVOLUTION DES STRUCTURES AGRICOLES ET NIVEAU DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

D. AUBERT, Y. LEON. — **Les difficultés financières des exploitations agricoles françaises.** Cet article analyse les difficultés financières des agriculteurs français, apparues depuis le début de la crise. Leur origine est diverse : exploitations mal adaptées aux nécessités actuelles ; technicité insuffisante des exploitants ; problèmes de financement des investissements, par suite d'une capitalisation trop rapide ou mal conduite. La partie empirique consiste en une étude réalisée sur un échantillon de 1300 agriculteurs, bénéficiaires de l'aide gouvernementale (1981). C'est un ensemble hétérogène, qui comprend trois groupes : 1. Exploitations petites ou peu productives à faibles revenus ; 2. Bénéficiaires des mesures de modernisation à structure financière fragile ; 3. Grandes exploitations en déséquilibre financier.

D. COQUART. — **L'industrialisation des filières agro-alimentaires : étude comparée des filières françaises porcine, bovine et poulet de chair.** L'objectif de notre étude est de rechercher s'il est possible ou non d'utiliser un schéma unique pour interpréter les mutations que connaissent en France depuis 25 ans les filières porcine, bovine et poulet. Pour cela nous les avons analysées avec une même grille de lecture et étudié l'articulation entre les évolutions internes et celles se produisant au niveau de l'environnement des filières. Finalement il apparaît que les schémas d'industrialisation des filières porc et poulet présentent des similitudes, alors que celui de la filière bovine est original par l'importance qu'y jouent les organismes coopératifs et les capitaux publics et para-publics.

P.M.K. LEAT, B.J. REVELL. — **Les politiques socio-structurelles et les problèmes de développement agricole et régional dans les régions défavorisées de la Communauté.** Evaluation critique de l'effet des politiques agricoles de la CEE sur la structure des exploitations agricoles et sur le niveau d'activité économique dans les régions rurales défavorisées. La planification des dépenses associées aux mesures socio-structurelles nécessite premièrement une définition exacte des objectifs. Ceci est nécessaire pour assurer le déploiement efficace des ressources et pour identifier les conflits d'intérêts et incohérences. Il est également essentiel de déterminer la nature et l'importance des interdépendances entre l'agriculture et d'autres activités. La fourniture de services publics et sociaux de base et de certaines infra-structures ainsi que la protection de l'environnement, doivent être impérativement assurées. Une étude de cas dans une région de hautes terres (nord-est de l'Ecosse) met en lumière l'importance de ces considérations en s'efforçant de faire une sélection par les mesures d'assistance possibles.

A. HJORTSHOJ NIELSEN. — **L'exploitation familiale dans un milieu technologique et économique en transformation.** En dépit d'une évolution économique et technologique très rapide de l'agriculteur, l'exploitation familiale semble avoir gardé son importance. On peut donc faire l'hypothèse que l'exploitation familiale a toujours été et reste une institution compétitive, capable de soutenir la concurrence du point de vue économique. Dans les pays occidentaux l'exploitation familiale a été

une institution sociale et économique, centrale et souhaitable. Les arguments sous-jacents à cette attitude politique vis-à-vis de l'exploitation familiale sont exprimés par les mots : libéralisme, démocratie, développement régional, qualité de la vie... Outre ce soutien politique, d'autres facteurs importants pour la prospérité de l'exploitation familiale sont : la recherche, les services de vulgarisation, le crédit, l'enseignement et la pratique de la gestion, la législation sur l'environnement et les questions foncières, l'organisation des marchés, le mouvement coopératif et la politique agricole d'ensemble.

H. WAGSTAFF. — **Objectifs des changements en agriculture pour des pays industriellement avancés avec des surplus alimentaires.** Les transformations agricoles survenues depuis les années 40 dans les pays en cause s'interprètent comme un énorme accroissement d'efficacité. Il en résulte que les objectifs de l'appareil de recherche-développement agricole sont à peu près totalement inadaptés aux conditions actuelles. La recherche accroissant les rendements ne résout pas les problèmes et, éventuellement, les aggrave. Les problèmes d'environnement sont aggravés. La baisse de l'emploi agricole ne sert plus la croissance d'ensemble. Devant ce retournement de situation, les économistes ruraux doivent repenser l'usage de critères tels que la productivité du travail, l'efficacité dans l'emploi des autres inputs, les effets sur l'environnement. Il faut rendre compatibles ces critères sociaux avec celui du profit micro-économique et ce ne pourra être obtenu que par un changement radical de l'environnement dans lequel les décisions sont prises au niveau des exploitations agricoles.

### A4. CONSOMMATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DEMANDE

R. von ALVENSLEBEN, J. WERNER. — **Analyse de la demande à l'aide des évaluations de comportement (behavior) : méthodes et résultats d'études de cas.** Dans les analyses de la demande, les variables classiques - revenus et prix - sont moins déterminantes et les méthodes qui permettent de déterminer l'influence du comportement des consommateurs gagnent en importance. Ce rapport étudie les bases théoriques de l'étude des comportements, la sélection et la mesure des variables, la corrélation entre les attitudes et les comportements des consommateurs, l'amélioration des méthodes existantes. Des études appliquées à la pomme, aux fleurs et à l'alimentation organique ont montré que la mesure des variables d'attitude peuvent fournir des indications qualitatives sur l'avenir de la demande. Les coefficients de détermination donnés par l'analyse simple de régression « cross section » sont d'un niveau plutôt bas ( $r^2 = 0,2 - 0,5$ ). Des perfectionnements méthodologiques du procédé semblent possibles. Aussi propose-t-on de développer une recherche à long terme par laquelle on mesurerait les changements d'attitude des consommateurs durant une période donnée, et l'influence de ces changements sur la variation de la demande.

U. FARBER, E. GEYSKENS, P. PIERANI. — **Contribution à l'étude des effets sur les pays membres d'une unification du système des prix dans le Marché Commun.** Le rapport examine l'effet d'une abolition graduelle des Montants Compensatoires Monétaires sur les pays membres de la Communauté. L'analyse est effectuée au moyen d'un modèle d'Equilibre général dans lequel des modules nationaux d'offre et de demande sont reliés entre eux par un module décrivant la politique agricole commune. Le modèle distingue 14 biens agricoles et un agrégat couvrant le secteur non-agricole. Les effets de l'abolition des Montants Compensatoires Monétaires sont estimés au niveau national et au niveau de la CEE par des indicateurs tels que les ratios d'auto-suffisance, les dépenses de soutien à l'agriculture, le revenu agricole et d'autres indicateurs de bien-être.

C. KOS, J. NOWAK. — **Les tendances de la consommation alimentaire dans les pays choisis du CAEM.** Analyse des tendances de la consommation alimentaire et vérification de certaines hypothèses fondées sur la théorie de la consommation, notamment celle d'une unification progressive des modèles de consommation alimentaire à l'échelle européenne, surtout dans le cadre des blocs politico-économiques homogènes. Quatre pays ont été choisis (Hongrie, Pologne, RDA et Tchécoslovaquie) en raison de leurs conditions naturelles et économiques similaires. L'étude a porté sur les dix plus importants groupes de produits alimentaires de ces quatre pays. Elle est fondée sur les statistiques officielles pour la période 1960-1982. L'analyse statistique fait apparaître l'importance de l'influence des revenus sur la consommation. Elle présente, interprète et évalue l'élasticité de la consommation alimentaire par rapport aux revenus dans les pays étudiés.

M. SAKELLIS. — **Le comportement d'épargne des ménages ruraux en Grèce.** Un sondage sur 664 unités, situées dans tout le pays a été utilisé pour l'année 1977-78. On a utilisé une régression par étapes (stepwise regression) et une analyse par la méthode de moindres carrés en deux étapes, pour l'estimation des modèles à une équation et à équations simultanées. Le ménage rural grec, en tant qu'unité économique, réalise une certaine épargne, cependant le marché de l'argent n'est pas bien organisé dans les régions rurales. La famille agricole moyenne possède la plupart de son actif liquide sous forme de dépôts. Le financement externe paraît jouer un rôle complémentaire en ce qui concerne les couvertures

des besoins financiers des agriculteurs. L'incertitude en matière de revenus accroît la propension marginale à épargner. La variable essentielle dans la fonction d'épargne est le revenu disponible. Une politique est proposée afin de mobiliser effectivement l'épargne dans les régions rurales.

**P.J.J. VEENENDAAL.** — **L'estimation des systèmes de demande emboîtés.** L'estimation d'un système d'équations, qui expriment les quantités demandées comme une fonction des prix et du budget disponible, peut devenir irréalisable quand le nombre de biens est grand. La charge de calcul peut excéder les capacités de l'ordinateur... On peut contourner ces problèmes en imposant à la fonction d'utilité une structure décomposable. Dans ce cas la demande du consommateur est décrite par un processus en cascade : un système de demandes emboîtées. Si l'emboîtement de la partie aléatoire du modèle est compatible avec l'emboîtement de la partie mathématique il devient possible d'écrire une fonction de vraisemblance pour l'ensemble du système. Cette fonction est alors formulée et la procédure d'estimation spécifiée. Cette méthode a été appliquée, pour le cas des Pays-Bas dans la période 1953-77 aux données annuelles relatives à la consommation de 50 aliments et 3 biens non-alimentaires. Les résultats sont commentés et comparés aux résultats fournis par un modèle doté de la même structure mathématique, mais ayant une spécification aléatoire non-emboîtée.

#### **A5. PRIX DE LA TERRE ET PROBLÈMES D'ENVIRONNEMENT**

**A. BURGER.** — **L'évaluation de la terre dans les pays à planification centrale. Le cas de la Hongrie.** En Hongrie, un système de classification de la qualité naturelle des terres en 100 points, a été mis en place. Mais il n'existe pas de décision quant aux méthodes d'évaluation économique et à la formation des prix de la terre. Il existe une grande gamme de propositions visant à évaluer la terre. On peut tenir compte de la capitalisation des recettes (revenus bruts ou nets, ou bien revenus nets moins l'intérêt du capital). On peut évaluer la terre par le capital fixe et circulant en calculant un taux de substitution entre une unité de la terre et les dépenses d'engrais produisant autant. Des discussions se poursuivent sur le taux d'intérêt à utiliser pour la capitalisation, sur l'évaluation du site, sur l'estimation des coûts d'opportunité. Il est proposé de déterminer la valeur de base de la terre de qualité moyenne ou médiocre d'après le produit brut en grains réel capitalisé ou selon le produit marginal en grain estimé par régression. Cette valeur peut être augmentée ou diminuée en fonction des points obtenus dans la classification des qualités naturelles de la terre. Ces valeurs foncières pourraient, à l'avenir, servir de prix de base pour des échanges libres de terres, en particulier celle des coopératives agricoles ou des fermes d'Etat.

**H. de HAEN.** — **Interdépendance de prix, intensité de production et pollution causée par la production agricole.** On connaît les dommages que causent à l'environnement, dans diverses régions l'intensification et la spécialisation excessive (contamination progressive des eaux phréatiques, extinction des espèces). Mais on ne connaît pas assez la relation qui existe entre les coûts externes de la production agricole et le niveau des prix. Certains critiques associent les problèmes concernant l'environnement aux prix agricoles élevés, existant au sein de la CEE, ce qui implique que les intensités d'utilisation des intrants répondraient avec élasticité à des réductions de prix. D'autres considèrent que ces élasticités sont faibles, ce qui signifie que des ajustements de prix, pour agir sur la pollution, devront être considérables, ce qui entraînerait des pertes substantielles de revenus agricoles. Ils recommandent donc d'accorder la priorité à des mesures administratives pour protéger l'environnement. Les deux attitudes plutôt simplistes, ont tendance à négliger la nécessité de définir des modes d'action plus spécifiques qui sont illustrés par des exemples. En particulier un modèle de lessivage des nitrates montre que même avec des prix mondiaux les doses d'engrais optimales conduisent à des taux de nitrates inacceptables dans l'eau potable. Dans certains cas il faut donc pousser à l'extensification ce qui coûterait moins cher que de dénitrifier l'eau de boisson.

**L.H.G. SLANGEN.** — **Conséquences financières et économiques des contraintes écologiques imposées sur le secteur agricole.** L'article attire l'attention sur les intérêts opposés entre la fonction agricole de la terre et ses autres fonctions (nature et paysage, fonction récréative). La politique néerlandaise depuis 1970 implique d'abord que l'agriculture doit céder de la terre aux autres usages, par exemple en créant des parcs naturels et des terrains de récréation. Ensuite, l'agriculture elle-même doit contribuer à conserver le paysage et à créer des lieux de loisirs. Décrivant d'abord l'origine et les objectifs de la nouvelle politique nationale, l'étude se concentre sur les différents mouvements sociaux qui ont conduit aux changements dans l'emploi agricole de la terre. Ensuite sont présentés les instruments de cette politique ainsi que les coûts et avantages qui en résultent. Les instruments coordonnant cette politique (mécanismes de marché ou dépenses budgétaires) et les systèmes servant à la diriger sont étudiés.

**P. SODERBAUM.** — **Economie politique ; l'environnement et l'agriculture.** On a beaucoup parlé ces dernières années d'une crise dans les relations entre les courants dominants de la science économique et la politique agricole. Des paradigmes non-conventionnels ont été discutés, par exemple l'économie institutionnelle. Quand on discute les questions de politique agricole, ce sont généralement les concepts de la Science économique conventionnelle que l'on utilise. Y a-t-il des alternatives à ce cadre de référence qui peuvent nous aider à mieux formuler les problèmes

et analyser les effets des différentes options politiques ? L'article décrit brièvement le contenu de l'économie institutionnelle, particulièrement les aspects normatifs, puis tente de relier ce paradigme institutionnel aux questions de politique agricole en Suède, particulièrement en ce qui concerne les possibilités de traiter quelques-uns des problèmes rencontrés aujourd'hui (conséquences sur l'environnement, l'emploi, etc.)

**G. van DIJK, L. SMIT, C.P. VEERMAN.** — **Prix des terres et développement technologique. Problèmes de théorie, de modélisation et d'estimations statistiques.** Réflexions théoriques et modèles visant à expliquer l'évolution du prix des terres aux Pays-Bas dans les années 1963-1982. L'analyse théorique est fondée sur des réflexions de Herdt et Cochrane et sur les travaux qualitatifs de Hoogh. Trois modèles économétriques sont spécifiés en vue de prendre en compte ces considérations théoriques ; ces modèles sont estimés statistiquement. Les résultats empiriques ne sont pas encourageants. Un quatrième modèle mettant en avant l'influence du changement technologique sur les prix est donc proposé. Il fournit une structure adéquate pour expliquer l'évolution des prix des terres. On peut s'attendre à ce que la construction d'une théorie mettant l'accent sur le changement technique apporte une contribution fructueuse à la compréhension du marché foncier.

**D. ECONOMOU.** — **Le marché des terres agricoles en Grèce.** Il s'agit de comparer la valeur de marché des terres agricoles à la valeur qui résulte de la capitalisation du fermage réel (produit net) puis d'examiner les facteurs qui déterminent leurs relations entre ces deux valeurs. Les données de l'analyse ont été collectées pour l'année 1981, par région (département), par zone de culture (plat, semi-montagneuse, montagneuse) et par les principaux types de cultures. Le rapport entre la valeur du marché et la valeur résultant du fermage capitalisé varie de 0,7 à 4,5 selon la région et la zone de culture ; elle est en moyenne de 1,4. Les facteurs qui influencent le niveau des fermages et le rapport susmentionné sont : la position géographique de la région (proximité de la mer, de l'industrie, d'un centre urbain, insularité), la productivité du sol, la densité et le taux de variation de la population, le produit intérieur brut par tête et l'avantage comparatif concernant la production de certains produits dynamiques.

#### **A6. POLITIQUE DES PRIX AGRICOLES DANS UNE ECONOMIE DE MARCHÉ.**

**R.R. BARICHELLO.** — **L'analyse d'un quota de commercialisation.** Au Canada, les quotas de commercialisation combinés avec une réglementation des prix, rendent difficile l'observation et l'estimation de la courbe réelle de l'offre. L'objectif de cet article est de montrer qu'en combinant les données des marchés à quota avec les détails institutionnels (règles de fixation des prix et de répartition des quotas) on peut découvrir beaucoup de choses concernant les prix d'offre globaux et les effets économiques de la régulation. Le modèle présenté est une tentative d'analyse plus réaliste des quotas. Il s'appuie largement sur des procédures éprouvées d'évaluation d'autres types d'actifs financiers, tels les valeurs mobilières. C'est le risque lié aux quotas qui importe particulièrement. Nous suggérons ici qu'un des facteurs de ce risque est la possibilité d'un changement de politique gouvernementale réduisant les rentes liées aux quotas. Ce risque est inhérent au système même de la régulation par le système des quotas, et que c'est là une cause importante des taux apparents de discount (rapports gains tirés des quotas/prix) inhabituellement élevés, qu'on peut observer. L'article tire ses conclusions de données concernant l'industrie laitière en Colombie Britannique.

**D.R. HARVEY, L.J. HUBBARD.** — **Quotas négociables, politique de compensation et réforme de la PAC.** Une alternative politiquement acceptable aux baisses de prix consiste à limiter l'engagement de soutien à un niveau de production donné, avec pour effet de contenir la dépense correspondante. Les mécanismes de prix et de marché, appliqués à des quotas cessibles ou négociables créent non seulement une flexibilité dans la distribution des quotas, permettant de les attribuer à ceux qui bénéficient le plus des hauts niveaux de prix garantis, mais déterminent également, à travers le prix de marché des quotas, la valeur capitalisée du soutien du marché par rapport à un régime de libre concurrence. De la sorte, tout acquéreur de quotas dédommage correctement le vendeur qui lui transmet le droit de produire à un prix garanti. En outre, la valeur capitalisée du soutien dans le prix du quota laisse le revenu, net de la valeur du quota, à un niveau analogue à celui du libre marché, encourageant en cela une utilisation efficace des ressources réelles. Une extension possible réside dans la réduction progressive, par les autorités, du niveau de soutien, qui pourrait être équitablement compensée par un rachat des quotas aux producteurs.

**L. KETTUNEN.** — **Avantages et inconvénients du dispositif de compensation des coûts.** La compensation totale des coûts représente un trait caractéristique du système des prix agricoles de la Finlande. Il s'agit en l'occurrence d'indemniser les agriculteurs de l'accroissement des frais et coûts dus à la hausse des prix des inputs. Ces coûts s'élevant à environ 3/4 du produit global, la compensation constitue une bonne protection contre l'inflation. Mais elle entraîne dans divers secteurs des problèmes aussi bien pratiques que de nature commerciale. Comment donc calculer la hausse des coûts dans les diverses branches de production et comment, lors de la mise en œuvre des augmentations de prix, prendre en compte la conjoncture des marchés ? Les prix doivent-ils être augmentés lors même que la production dépasse les besoins internes et que l'exportation se heurte à des difficultés ?

D. KIRSCHKE. — **Frais budgétaires de la politique européenne des prix agricoles en face de l'incertitude.** L'article analyse les conséquences particulières de l'incertitude concernant les dépenses budgétaires de la politique européenne des prix agricoles. La première partie, empirique, montre le niveau effectif et les fluctuations des dépenses budgétaires concernant certains produits. Ces chiffres permettent de décrire les différentes formes d'incertitude. Les causes fondamentales de l'incertitude concernant les dépenses budgétaires sont les fluctuations de l'offre et de la demande sur les marchés communautaires et mondiaux. Dans la seconde partie, théorique, cette incertitude est examinée. La méthode est basée sur la construction d'un système de soutien et de protectionnisme fixant les prix communautaires, système qui ressemble à peu de choses près à celui existant en fait pour quelques produits agricoles. Les dépenses budgétaires escomptées sont comparées avec leurs valeurs observées ce qui permet de repérer les facteurs de la variance.

J. MALYSZ. — **Comparaison entre les rapports des prix des produits agricoles en Pologne et en Europe Occidentale (en particulier en RFA).** L'analyse des rapports des prix des produits agricoles dans les pays capitalistes hautement développés de l'Europe occidentale (1966-1980, et surtout RFA) fournit des conclusions importantes pour la formation du système des prix des produits agricoles en Pologne, puisque ces prix jouent un rôle majeur dans l'accroissement de la production (étant donné que l'agriculture est en grande partie composée d'exploitations individuelles). Sur la base des recherches de D. Goeman, et pour les 50 années analysées, deux régularités se révèlent et amènent à une conclusion surprenante: les rapports des prix des produits agricoles en Pologne sont proches de ceux constatés ailleurs dans le monde. Pourquoi alors un système des prix bien structuré est-il si peu efficace en tant qu'instrument motivant les producteurs agricoles à augmenter la production et accroître l'offre? L'explication est dans l'écart entre les prix d'achat et les coûts de production. De ce fait la rentabilité de plusieurs produits est médiocre et il n'y a pas d'incitation à l'accroissement de la production. Il faudrait rétablir la rentabilité c'est-à-dire l'écart entre les prix d'achat et les coûts de production.

K.J. THOMSON. — **Les contraintes qui pèsent sur les politiques de soutien du secteur agricole.** Les politiques de soutien au secteur agricole sont généralement justifiées et expliquées par plusieurs types d'arguments: clientélisme politique, sécurité alimentaire, maintien de l'emploi rural et stabilisation des marchés. Les limites réelles de ces politiques n'ont pas été clairement analysées en dépit de leur importance pour la détermination d'un équilibre entre les interventions de l'Etat sur le secteur agricole et les autres secteurs (interventions considérées comme appropriées en diverses circonstances). L'article analyse les divers types de contraintes (y compris les facteurs politiques, budgétaires et internationaux) pour évaluer leur importance relative dans différentes conditions. Des exemples sont tirés des expériences européennes et étrangères, l'accent étant mis sur la combinaison des politiques nationales et «communautaires» adoptées par la Communauté européenne.

#### A7. MARCHÉS AGRICOLES ET PRIX DANS LES PAYS SOUS DÉVELOPPÉS

M. BALE. — **Performances agricoles et politique alimentaire dans les pays en développement.** L'objet de ce rapport est d'examiner certaines des raisons pour lesquelles les performances agricoles varient et d'identifier les facteurs communs qui sont à l'origine des perturbations qui marquent le système alimentaire des pays en développement. Les analyses sont fondées sur l'expérience acquise par des collègues de la Banque mondiale qui, au cours des dernières années, ont réalisé des études du secteur agricole dans de nombreux pays en développement, en mettant notamment l'accent sur ce qui touchait aux institutions et aux politiques. L'étude tente de mettre en relief certains problèmes de politique agricole communs à tous les pays examinés, et de les illustrer par des exemples. Dix grands thèmes se dégagent que l'on peut qualifier d'obstacles à une organisation efficace du secteur alimentaire dans tous ces pays.

J. von BRAUN. — **Les conséquences des subventions alimentaires au bénéfice des consommateurs sur l'agriculture nationale.** Les systèmes de subventions alimentaires au bénéfice des consommateurs sont répandus dans les pays en développement. Il est généralement admis que ces politiques ont un effet négatif sur la structure et le niveau des dépenses publiques et découragent la production alimentaire nationale, avec pour résultat, une mauvaise affectation des ressources. Toutefois, l'analyse comparative qui figure dans ce rapport, d'un certain nombre de pays ayant des systèmes de subventions alimentaires, fait apparaître des variations importantes dans la conception et la mise en œuvre de ces politiques, ces variations déterminant les conséquences de ces politiques sur l'agriculture nationale. Les effets des subventions alimentaires au bénéfice des consommateurs sur l'agriculture sont moindres dans les pays dont les systèmes de distribution ont des objectifs bien établis, mais ils semblent non négligeables dans les autres pays lorsque les subventions sont d'ordre général. Dans l'ensemble, leurs effets négatifs sur l'agriculture et le secteur alimentaire des PVD tend à être surestimé.

M. BÜLBÜL, F. ÜNSAL, O.D. FORKER. — **Certaines conclusions économiques sur la production et l'exportation des légumes en Turquie.** Consommation familiale et marché local (1950-60), puis marché national et exportation (devenue considérable vers les marchés proches du Moyen-Orient et de l'Europe de l'Ouest), telles sont les étapes de la production de légumes qui prend en Turquie, une importance grandissante. L'urbanisation et l'augmentation de la demande intérieure due à l'élévation du revenu national par tête, les nouveaux marchés internationaux et les nouvelles terres irriguées appropriées pour la culture des légumes, l'application des technologies modernes ont rendu plus attractive la production des légumes. En même temps, l'accroissement des rendements augmentait aussi la production. La politique gouvernementale soutient aussi ce changement. Le développement des industries alimentaires était un autre facteur de l'expansion de la production. L'accroissement récent de la production d'une large variété de légumes ne représente qu'une faible part du potentiel de la Turquie qui peut devenir un exportateur important.

P.B.R. HAZELL. — **Les interactions dans la croissance rurale et stratégie de développement.** Les liens entre la consommation des ménages agricoles et l'économie non agricole augmentent la contribution de l'agriculture à la croissance économique nationale. En outre, le revenu et l'emploi qu'ils engendrent sont concentrés principalement dans les régions rurales (petites entreprises de transport, d'hôtellerie et restauration, de services de santé, de petit commerce, de construction de résidences). L'augmentation de la demande des ménages en produits agricoles à fort contenu en travail (fruits et légumes, poisson, produits d'élevage) peut aussi promouvoir l'emploi rural. Des liens vigoureux entre la demande des ménages et l'économie rurale non agricole réduisent le sous-emploi rural et ainsi la pauvreté et la sous-alimentation. Comment les interactions dans la croissance rurale étudiées peuvent-elles être exploitées pour accroître les revenus et emplois ruraux engendrés par la croissance agricole? Une attention particulière est réservée au rôle de l'infrastructure rurale et de la prestation des services, à la politique des prix et aux politiques gouvernementales visant à assister les petites entreprises.

M. v. OPPEN. — **Le rôle de la commercialisation agricole dans le développement des pays moins avancés.** Elle agit sur trois niveaux: l'affectation des ressources et la répartition des cultures; la réduction des coûts d'accès au marché dans le cadre de marchés de concurrence; la concentration régionale de transformation des cultures pour la vente qui permet des économies dans la création d'industries. Cependant, l'amélioration de l'efficacité de l'agriculture par la commercialisation présente de graves dangers tels que l'augmentation de l'inégalité de la répartition des revenus et le déséquilibre des systèmes écologiques (déboisement, épuisement de la fertilité du sol et des ressources en propriété commune, etc.). Cette communication contient des données empiriques sur les effets d'un meilleur accès aux marchés agricoles. L'on étudie en détail les problèmes d'équité et l'on propose des principes utiles pour formuler des recommandations de politiques permettant de pleinement profiter des avantages d'un système de marchés agricoles efficace et d'utiliser ces avantages pour améliorer la justice sociale.

K. PARTON, R. PIGGOTT. — **Soutien des prix ou subvention aux inputs. Leur rôle l'autosuffisance alimentaire.** Le but principal de cette communication est d'indiquer les conditions auxquelles le soutien des prix des produits, la subvention des inputs, ou les deux combinés permettraient d'atteindre le plus facilement l'autosuffisance alimentaire dans un pays qui manque de céréales. Ceci demande un traitement théorique approfondi et une analyse des situations réelles dans les pays. La première partie de cette communication fournit la base théorique, et la deuxième s'appuie sur l'exemple de divers pays pour montrer comment les résultats théoriques doivent être modifiés selon les réalités politiques des pays en voie de développement.

#### A8. ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE PRODUITS AGRICOLES ET P.A.C.

H. AHRENS. — **L'impact de la protection agricole communautaire sur les échanges internationaux de produits agricoles. Une vérification empirique de dix hypothèses.** Il s'agit de vérifier empiriquement dix hypothèses fondamentales dérivées d'un modèle théorique sur les échanges de produits soumis au système de prélèvement et de restitution, d'une part, et d'autre part, les échanges de produits assujettis aux droits de douane, les effets exercés par la PAC sur les échanges internationaux de produits agricoles pendant la période 1975-1982. Le rapport montre et explique plusieurs tendances intéressantes telles que la substitution rapide des importations intra-communautaires sur le marché britannique et la corrélation entre les exportations de certains pays-tiers vers le Royaume-Uni et leurs exportations vers la CEE-8. Il est montré que, dans la plupart des cas, conformément au modèle théorique, le commerce des produits soumis aux prélèvements se développe autrement que celui des produits assujettis aux droits de douane.

Margaret LOSEBY. — **L'effet des taux de change fluctuants sur la balance commerciale italienne des produits agricoles.** Depuis 1973, la lire s'est dévaluée par rapport aux principales monnaies. Le déficit commercial agricole, fort important s'est cependant stabilisé et, à l'inverse des années précédentes, le volume des exportations agricoles a augmenté plus vite que les importations. Cet article étudie la relation qui existe entre la dévaluation de la lire et le comportement des exportations agricoles. Les résultats montrent que la dévaluation a exercé une influence positive. Il y a donc une élasticité de la demande d'experts agricoles italiens. Le rôle des MCM, qui freine les effets de la dévaluation de la lire mérite analyse. Il faut se demander aussi si une concurrence fondée sur des variations de taux de change est compatible avec la PAC.

L.P. MAHÉ. — **Un protectionnisme plus équilibré, le FEOGA, et la réforme de la PAC.** Un cadre d'analyse est construit pour évaluer l'impact sur les importations, les exportations et le budget communautaire de variation des taux de protection des divers produits agricoles. (Cf. *Economie Rurale*, n° 164, 1984 (6), pp. 17-22).

A. MATTHEWS. — **La PAC et les pays sous-développés : un examen des faits.** Une réduction du niveau de protection de l'agriculture communautaire aurait-elle des effets favorables sur les PSD ? (Cf. *Econ. Rurale*, n° 165, 1985 (1), pp. 21-26).

D. MACLAREN. — **L'incertitude et l'avantage comparatif : l'effet de quelques politiques de prix de secours sur la PAC.** Les implications pour la politique des théories déterministes de l'avantage comparatif et des gains du commerce sont bien connues. De nombreuses études récentes dans la littérature de la théorie du commerce international ont tenté d'évaluer si, une fois les hypothèses déterministes relâchées, quand les nombres de pays, de produits et de facteurs dépassent deux, ces conclusions sont solides. L'étude réexamine les conclusions de cette littérature récente puis étudie au moyen d'un modèle les implications en termes d'utilisation des ressources et de courants d'échanges des décisions de politique agricole formulées sous forme de distributions de probabilité des prix agricoles.

G. MEESTER. — **La politique optimale d'exportation des produits laitiers et l'écoulement des produits laitiers excédentaires pour la CEE.** La CEE a une grande expérience en matière d'écoulement des produits laitiers excédentaires. Ses décisions cherchent à satisfaire deux critères : une dépense budgétaire minimale, un revenu maximum (le revenu de la CEE étant le total des revenus nationaux des Etats-membres). A l'aide d'un modèle de simulation, des politiques optimales pour la CEE ont été établies. Il apparaît que le comportement récent de la Commission vise à combiner, en une moyenne pondérée, les deux critères ci-dessus. Cependant, plus récemment, une tendance se dégage vers l'adoption de politiques à court terme visant à réduire les dépenses budgétaires.

E.F. TOLLENS. — **Comparaison des revenus agricoles dans la Communauté Européenne. Les parités de pouvoir d'achat se justifient-elles ?** Les comparaisons des revenus agricoles entre pays de la CEE sont rendues difficiles car les taux de change à utiliser sont faussés. Il est donc parfois recommandé d'utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA). Le rapport étudie la théorie économique et le concept des PPA, l'utilisation générale des PPA dans la comparaison d'agrégats économiques, le calcul des PPA, le standard de pouvoir d'achat (SPA), l'interprétation des données fournies en SPA, une PPA particulière à l'agriculture, l'inflation et les PPA, le biais urbain et la facilité de compréhension des PPA. L'utilisation potentielle des PPA dans les comptes économiques agricoles, l'indice de revenu sectoriel, les comptes RICA et la typologie communautaire des exploitations agricoles sont examinés. On considère aussi leur application dans la comparaison des niveaux de prix des produits agricoles et des facteurs de production.

## **B1. METHODES QUANTITATIVES ET RÔLE DE L'INFORMATIQUE DANS L'ÉCONOMIE AGRICOLE**

C. ALBECKER, C. LEFEBVRE. — **Un modèle économétrique de l'agriculture française (MAGALI).** MAGALI est un modèle économétrique de l'agriculture française conçu pour effectuer des projections et des variantes à moyen terme. (Cf. *Econ. Rurale*, n° 165, 1985 (1), pp. 27-33).

B. ANDERSON, C. BELOTTI. — **Méthode de simulation budgétaire comme outil de gestion de l'exploitation agricole.** Ce modèle de simulation budgétaire a été élaboré pour mieux éclairer les conséquences économiques et financières à long terme de différents plans de production, compte tenu de certains facteurs contraignants : l'augmentation de la taille des exploitations, la pression accrue des charges fiscales, l'inflation, qui introduit de nouveaux facteurs d'insécurité dans la planification, rend difficile l'évaluation du résultat réel d'exploitation et nécessite de nouvelles stratégies pour préserver la reproduction du capital propre et le revenu de la famille. Quelques résultats sont présentés (effets des impôts, de l'inflation et du financement sur la rentabilité de différents types d'investissement, ou étude comparative de rentabilité de différents modes d'exploitation - propriété, fermage, etc.). La mise en œuvre pratique de la méthode est envisagée (formation des conseillers de gestion).

F. KUHLMANN, E. BERG, B. HARSCH. — **Sur des systèmes d'appui à la décision appliquant des procédures de contrôle adaptatives.** De nombreuses décisions de gestion sont dynamiques en ce sens que les décisions d'aujourd'hui influent sur celles qui suivront et que leurs résultats sont incertains. Ces décisions sont prises sur la base de l'information disponible mais, à force de faire fonctionner le système en cause, l'information à son sujet s'améliore. Il s'agit donc de systèmes de régulation et de décision qui sont adaptatifs en ce sens qu'ils incorporent l'information générée par les décisions précédentes. Des systèmes d'aide à la décision de ce genre sont expliqués sur la base d'exemples concernant l'alimentation animale, la protection vétérinaire, la défense des cultures, la commercialisation.

F. ROBSON. — **Les problèmes associés au changement. La technologie nouvelle à long terme : systèmes à réseau, base de données centrale, et entrée directe des données.** Des sociétés d'engrais ou d'aliments du bétail utilisent souvent de gros ordinateurs pour aider à la gestion. Une alternative existe avec des petits ordinateurs grâce à des réseaux. Les progrès dans l'informatique et dans les télécommunications ont attiré l'attention des agriculteurs sur l'utilisation de ces micro-ordinateurs avec liaison avec des réseaux et bases de données. L'application à ces méthodes est étudiée dans le cas du Royaume-Uni. L'adaptation de la population agricole à l'informatique est un facteur clé. Quand l'impact et l'orientation de l'informatique font fausse route, ses éventuels avantages se trouvent limités. Avec les innovations maintenant possibles, en particulier en matière de saisie des données, on se trouve confronté à de nouveaux problèmes, et à des dangers techniques et organisationnels à surmonter.

A. SCHAFER. — **Les fonctions-frontières et la mesure de l'efficacité des exploitations laitières.** Une fonction de production représente l'output maximal qu'on peut atteindre par une combinaison d'inputs, c'est-à-dire des combinaisons efficaces d'inputs et outputs. Pour les fonctions-frontières tous les écarts se trouvent d'un côté de la fonction. Aussi toutes les entreprises qui se trouvent sur la fonction frontière peuvent être considérées comme efficaces. Ce type d'analyse est appliquée à une quarantaine d'exploitations du nord de la RFA, spécialisées dans la production laitière. Le rapport fait une estimation des fonctions-frontières et des degrés d'efficacité, puis examine l'évolution ainsi que les résultats obtenus avec d'autres méthodes, pour mesurer l'efficacité des fonctions-frontières.

G.W. SCHIEFER. — **Ordinateur et agriculture - un aperçu des nouveaux développements et de leurs conséquences.** L'exposé tente de donner un aperçu des nouveaux développements et des tendances de développement dans les domaines de la communication électronique, du dépouillement des données et du développement des programmes, en tenant compte de leur importance pour la gestion de l'entreprise. En partant d'expériences faites par l'auteur (texte sur écran, programmes scientifiques et commerciaux), les nouveaux développements sont classés selon leurs conditions techniques, leur potentiel et les avantages possibles pour la gestion de l'entreprise. Ces opérations générales sont ensuite comparées aux expériences faites lors de l'introduction de nouvelles technologies en vue d'évaluer les conséquences possibles sur la production agricole, la structure de l'entreprise et la commercialisation des produits agricoles.

## **B2. LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES ET LES SERVICES AUX AGRICULTEURS**

G. COLOMBO. — **La politique de la CEE et le développement du Mezzogiorno - les possibilités de l'agro-industrie.** Le développement agricole du Mezzogiorno a été médiocre et le rôle des IAA faible. Pourquoi ? La politique agricole s'est surtout préoccupée des aspects sociaux négatifs du changement rural. Le rôle des IAA comme pôles de développement a été peu analysé. Les développements industriels obtenus ont trop fait appel à l'Etat. Les causes plus profondes de ces échecs sont la structure de la propriété foncière, l'hétérogénéité agronomique, la faiblesse de l'offre, le faible tissu d'infrastructure et de services publics. Les entreprises des IAA sont soit des PME faibles à technologie élémentaire soit des grandes firmes à capitaux étrangers. L'appui de la recherche a été très insuffisant et les aides de l'Etat ont été saupoudrées sans politique cohérente.

G. MASSIMILIANI. — **Matrice «input-output» de l'agriculture italienne.** L'IRVAM a réalisé la première matrice du système agricole-alimentaire pour la période 1978-1979-1980 en vue d'évaluer les rapports existant à l'intérieur du secteur agricole. Il a été partagé en 14 sous-branches, d'après le degré d'homogénéité des éléments essentiels des coûts. Six secteurs de l'industrie de transformation alimentaire sont considérés d'abord sous l'aspect «output», puis sous l'aspect «input» (avec onze autres secteurs d'appoint). La matrice est complétée, d'un côté par une évaluation des utilisations finales, de l'autre, par la valeur ajoutée. Les différentes valeurs sont exprimées en termes monétaires (prix courant). La matrice a été créée sur la base de données obtenues directement sur 1.800 entreprises agricoles, groupées suivant les zones altimétriques et leur taille. La matrice s'accorde avec les données de la comptabilité nationale.

M.T.C. MEULENBERG. — **La gestion du marketing par des institutions commerciales agricoles, le cas de la vente au cadran aux Pays-Bas.** Jusqu'à quel point les institutions traditionnellement engagées dans le commerce (bourses de commerce, marchés à terme, ventes aux enchères, coopératives, groupement de producteurs, offices) sont-elles capables de mettre en œuvre une politique commerciale dite de gestion ? Leur mandat commercial est souvent limité par exemple au domaine des prix ou à des activités de promotion. Les éléments qui déterminent la capacité des institutions commerciales agricoles à développer cette politique de marketing sont examinés. Le cadre conceptuel proposé comprend les objectifs de l'institution, ses capacités techniques et économiques, ses activités commerciales et ses relations, formelles et informelles, avec fournisseurs et clients. L'influence de ces caractéristiques sur une éventuelle politique de marketing, est analysée en relation avec la théorie du marketing. Le cadre conceptuel proposé est appliqué à la vente aux enchères des produits horticoles aux Pays-Bas (vente au cadran).

T. POPOV, S. DAVIDOVA. — **Marketing des produits agricoles et alimentaires en Bulgarie.** Les auteurs ont constaté que le marketing correspond au niveau du développement socio-économique du pays, qu'il contribue à l'augmentation des possibilités de la production des denrées alimentaires d'une plus grande diversité et qualité, et qu'il stimule non seulement la satisfaction complète des besoins de base mais aussi l'adaptation de la production aux exigences variées des consommateurs. Le marketing est appliqué en Bulgarie dans les conditions suivantes : planification centrale de la part de l'économie nationale qui équilibre le développement de la production agro-alimentaire et les besoins fondamentaux ; niveau relativement élevé de la demande soluble ; en général, détermination exogène des prix des entrées et des sorties de la production des unités agricoles et des IAA ; en principe, relation indirecte entre producteurs et consommateurs ; augmentation du rôle des leviers économiques (marchandises, crédit, prix, etc.) dans l'activité des entreprises. Ainsi appliqué, le marketing est bien plus important pour l'exécution des objectifs du plan et pour la réalisation pratique des exigences principales de la loi économique fondamentale, immanente au système socialiste : la satisfaction complète des besoins du peuple, que pour la viabilité des unités économiques.

M.P. TERRASI. — **Les facteurs de localisation des industries alimentaires en Italie.** Le but principal de cette étude est de vérifier la faculté d'adaptation des industries alimentaires aux conditions de localisation offertes par les régions méridionales italiennes. Les statistiques utilisées concernent la décennie 1971-1981, 18 sous-classes d'industries alimentaires et 20 régions italiennes. On analyse les facteurs de localisation des industries alimentaires en prenant comme variable dépendante du processus de localisation la composante régionale de l'analyse « Shift-and-Share » et en spécifiant un modèle dans lequel apparaissent comme variables explicatives le marché de consommation, le coût de travail, les économies d'agglomération, la production agricole, la politique régionale. Les IAA ne peuvent être un facteur de développement que si la base industrielle générale des régions en retard est améliorée.

Jean-François SOUFFLET. — **L'approvisionnement d'une agglomération moyenne (Dijon) en produits alimentaires frais (viande et fruits et légumes).** Pour permettre de comprendre la logique de fonctionnement et la dynamique des structures, du système agroalimentaire, l'analyse tente d'éclairer 1. la concurrence entre formes modernes et formes anciennes : on dit que les industries, le commerce concentré, représentent le progrès et vont éliminer les formes traditionnelles et artisanales. Est-ce totalement vrai ? A quel rythme, à quelles conditions ? Dans certains secteurs, ces formes nouvelles se sont surtout ajoutées aux anciennes. En outre les formes traditionnelles se sont nettement modernisées. 2. La logistique commerciale, ses techniques et son coût (les difficultés liées au transport et à la distribution des produits frais pourraient freiner le développement des techniques industrielles et la concentration). La recherche entreprise sur la ville de Dijon apporte des éléments concrets sur ces questions, et sur la complexité du problème.

### B3. PROBLÈMES RELATIFS A L'AGRICULTURE MÉDITERRANÉENNE

L.M. ALBISU-AGUADO. — **L'exportation des vins espagnols vers la CEE.** L'Espagne a la plus grande superficie de vignoble cultivée du monde. Cette culture y a une grande importance économique et sociale. Au cours de ces dernières années la production de vin a augmenté, la consommation a diminué et les exportations sont restées à un même niveau. Le stockage du vin et sa transformation en alcool sont une lourde charge financière pour le Gouvernement espagnol. Une exportation de vin accrue, en particulier vers les marchés de la Communauté, est une des possibilités envisagées par le secteur pour résoudre la crise. Toutefois de nombreuses normes communautaires déterminent ou conditionnent l'importation des vins. Chaque pays-membre a des normes différentes concernant les impôts qui affectent le niveau de consommation des vins. Ses possibilités de production ont un impact différent sur chaque marché. Le rapport analyse les mécanismes d'importation de vin dans la CEE et les tendances quantitatives possibles des exportations espagnoles après la suppression des barrières de protection.

J. EGEA, J. VERA. — **Evolution des prix et revenus (1971-1982) dans la région de Murcia.** Vers 1959, l'évolution traditionnelle du secteur agricole

s'infléchit à Murcia (Espagne), c'est le début d'un processus ininterrompu de modernisation. Dans ce cadre, le secteur a, depuis 1971, fait un nouvel effort pour accroître l'offre globale. En 12 ans la production a augmenté de 200 % à prix constants. Les prix de consommations intermédiaires ont augmenté de 500 %, les salaires de 850 % alors que les prix des produits ne s'élevaient que de 250 % à 500 %. Malgré des innovations considérables concernant certaines productions, l'expansion des zones irriguées et l'intensification des cultures, les résultats économiques des exploitations sont mitigés, en particulier en raison des charges financières.

L. JIMENEZ-DIAZ, A. PRIETO-GUIJARRO, G. AREVALO-VICENTE, F. ESCUDERO-GIL. — **Les revenus agricoles en Espagne.** La distribution du revenu a toujours eu un grand intérêt théorique et pratique dans l'Economie Politique. Cette communication répond, en général, à un désir de mieux comprendre la distribution du produit social et, en particulier, de mieux connaître la distribution du revenu agricole espagnol. Les auteurs présentent la distribution par secteurs économiques du revenu espagnol ; la distribution fonctionnelle géographique et personnelle du revenu agricole espagnol dans les vingt dernières années ; les dépenses et les revenus des agriculteurs sont comparés avec ceux d'autres groupes sociaux. Les revenus des agriculteurs sont considérés en tenant compte de la taille et de l'orientation productive des exploitations.

N. MARTINOS. — **Le secteur agricole grec : perspectives du développement et de transformation sociale - divergence entre l'utilisation des ressources et la structure de la demande.** Malgré l'amélioration incontestable que montrent les indicateurs techniques et économiques, le secteur agricole grec continue à présenter certaines faiblesses structurelles (p.e. dimension, nombre, mode d'organisation des ménages ruraux, types d'occupation et de propriété de la terre). L'interaction des facteurs intérieurs et extérieurs a conduit à une divergence sans précédent entre la production et la consommation. Les fondements quantitatifs de cette divergence sont examinés, en insistant sur la production agricole, les importations agricoles (d'aliments et d'intrants agricoles) et sur les dépenses domestiques. Ensuite sont analysés les mécanismes qui influencent le développement de la science et de la technologie et plus particulièrement les facteurs qui empêchent l'expansion de la technologie locale nécessaire à l'organisation de la production agricole en fonction de la demande locale.

R. PASCA. — **La capacité de concurrence des principales exportations italiennes en fruits et légumes à la CEE.** Des trois plus importantes sources italiennes d'exportation agricole (fruits et légumes, vins, fleurs), ce sont les fruits et légumes qui ont souffert le plus de la chute de compétitivité sur les marchés extérieurs principalement la CEE. Le rapport étudie surtout les fruits et légumes qui bénéficient sous différentes formes du soutien communautaire. L'analyse statistique montre l'importance relative de chaque exportation, les principaux marchés d'importation dans la CEE (RFA et France), les principaux pays concurrents, et la relation entre les parts de marché et les prix à l'exportation. Des modèles spécifiques de demande d'importation sont estimés. Le tout ayant pour but de vérifier individuellement pour chacun des produits, si la perte de compétitivité de ceux-ci est due à une éventuelle préférence pour les marchés nationaux.

N.C. BLATAS, M.G. SAKELLIS. — **L'agriculture grecque dans le cadre de l'économie nationale.** Le développement de l'économie grecque a été assez rapide. Des changements de structure en ce qui concerne le PIB, la formation brute du capital fixe et l'emploi, indiquent que le rôle de chaque secteur a changé en ce qui concerne sa contribution dans le développement du pays. Les différences se sont creusées entre les différents secteurs en ce qui concerne le niveau des prix et le revenu par tête. L'étude porte sur les relations entre le secteur agricole et l'économie toute entière. A cette fin on a tenté de quantifier les relations économiques en appliquant des analyses économétriques et comparatives. Parmi les facteurs qui expliquent la position relative du secteur agricole dans l'économie, on peut citer : les différences du niveau de productivité ; l'incertitude de la production due aux variations météorologiques ; les problèmes structurels et d'organisation existants ; les taux différenciés, de rentabilité du capital, et, finalement, les conditions du marché des facteurs de productions et des produits.

### B4. ANALYSE DE L'OFFRE AGRICOLE

A. BUCKWELL. — **Structures agricoles, offre agricole et politique agricole.** L'attention apportée aux élasticités d'offre a encouragé une approche trop agrégative qui surestime l'importance des prix et méconnaît les autres mécanismes économiques et politiques. L'évolution de la structure des exploitations doit entrer dans l'analyse de l'offre parce que 1. la productivité change avec la taille de l'exploitation ; 2. les unités des décisions centrales sont les exploitations ; l'effet de leurs décisions et de la politique agricole détermine leurs revenus ; 3. le changement technique en agriculture est le plus important agent du changement des volumes produits (les analyses qui traitent des élasticités d'offre n'en tiennent guère compte). Toutefois, l'introduction du changement technique dans les analyses de l'offre est très difficile ; la prise en compte de la dynamique de la répartition des exploitations par taille constitue peut-être, une alternative.

F. FEKETE, L. SZENAY. — **Quelques problèmes actuels concernant les coûts de production et les revenus dans l'agriculture hongroise.** Analyse des relations coûts-revenus sur : 1. l'agriculture en général, 2. les grandes entreprises agricoles et 3. 17 branches importantes de la production végétale et animale. Les auteurs présentent aussi une analyse des effets exercés par les changements structurels et l'accroissement des inputs - surtout ceux de source industrielle - sur les coûts et revenus de la production agricole. La recherche tente de distinguer entre les dépenses nécessaires et évitables, récupérables et irrécupérables. Les investissements additionnels de la modernisation technico-technologique ont été profitables en général là où les nouvelles semences ont produit des rendements beaucoup plus élevés. L'analyse au niveau des entreprises montre que les facteurs d'organisation et de gestion ainsi que les systèmes de stimulation exercent un très fort effet sur les coûts de la production, sur le profit des entreprises et sur le revenu personnel.

A. MESZAROS. — **Interactions entre les prix, la production et la consommation agricole en Hongrie.** Une brève introduction montre les changements de la politique des prix de production et de consommation agricoles en tenant compte de faits, comme la réforme économique de 1968, l'explosion des prix de 1973, et de différentes conceptions au sujet du rôle des prix. Ensuite sont analysés la politique des prix des dix dernières années et de nos jours ainsi que les effets de cette politique sur le niveau et la structure de la production. Pour les interactions futures, les résultats des estimations faites par l'auteur avec l'aide du Modèle Agricole Hongrois/HAM/ sont présentés. De la même façon, la politique des prix à la consommation des dix dernières années et d'aujourd'hui est traitée en étudiant spécialement la consommation alimentaire. Des estimations de l'élasticité de la demande alimentaire sont fournies. Enfin, l'auteur expose ses propres résultats sur l'estimation de la consommation alimentaire, obtenus à l'aide du modèle + HAM.

M. TRGO, T. BUDIN. — **Les possibilités de la politique des prix fondées sur un modèle du développement régional de l'agriculture.** En vue du développement régional, pour évaluer les divers aspects et possibilités du développement et aussi les mesures de sa réalisation, un modèle d'agro-complexe a été construit pour une vaste région (6 communes) comportant deux sous-régions différentes. Le modèle se résout avec les méthodes courantes de la programmation linéaire. Des stratégies du développement sont évaluées en utilisant les marges brutes dans la fonction objectif. Dans cette fonction un facteur très important est la politique des prix. Nous constatons que les rapports des prix actuels ne stimulent pas assez l'utilisation économique des ressources et de la capacité de la production régionale. A la lumière des résultats et d'expériences utiles obtenues par la programmation paramétrique, les auteurs réfléchissent sur l'« output » de l'agriculture régionale et sur les structures agricoles.

R. PIERI. — **Une analyse économétrique de l'offre trimestrielle de viande de porc dans la CEE.** Dans la première partie de ce travail les auteurs exposent les modèles économétriques (de Nerlove et d'Almon) qu'ils ont choisis pour estimer les fonctions d'offre de viande de porc pour chaque pays de la CEE. Ensuite ils analysent les résultats obtenus, notamment les coefficients d'élasticité et les perspectives d'adaptation à la lumière des données concernant la structure de l'élevage porcin communautaire. Les données utilisées pour les estimations, qui sont trimestrielles, couvrent la période 1974-1983. C'est en France et en Italie que les élasticités de l'offre sont les plus faibles.

## B5. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE L'AGRICULTURE

G. BALESTRIERI. — **Liaison entre le niveau d'activité économique et les prix agricoles.** Nous avons construit, estimé et simulé un sous-modèle de l'économie italienne aux fins d'établir les liaisons existantes entre le niveau de l'activité économique et le niveau des prix agricoles. L'analyse a été conduite en supposant que le niveau d'emploi dans l'industrie est un indicateur acceptable du niveau de l'activité économique générale. Pour ce qui concerne la formation des prix agricoles nous avons retenu la conception classique qu'ils sont déterminés à court terme par la demande et l'offre. Les estimations ont permis d'analyser des multiplicateurs et de faire quelques expériences de contrôle optimal.

Konrad HAGEDORN. — **Les concepts de rationalité et de démocratie sont-ils en opposition ou compatibles dans le domaine de l'économie agricole.** Dans la méthodologie courante en économie agricole, la rationalité et la démocratie sont souvent perçues comme des principes en contradiction avec la politique agricole. Cependant la recherche dans ce diction avec la politique agricole. Cependant la recherche dans ce domaine dépend d'une méthodologie selon laquelle la rationalité et la démocratie sont compatibles, puisqu'elles prédéterminent la faisabilité politique des recommandations de politique agricole dans des sociétés démocratiques. Aussi l'analyse présentée est-elle centrée sur une question : comment la théorie de la politique agricole peut-elle être améliorée pour faire face aux problèmes sans cesse accrus de conseil en matière de politique agricole, dans les démocraties ? A cet effet, l'auteur bâtit un canevas analytique reposant sur des théories empruntées à la Nouvelle Politique Économique.

C.L.J. v. DER MEER. — **Comparaison des niveaux de production et productivité en agriculture : les développements historiques et actuels.** Il

ya peu de travaux sur les niveaux réels de production et productivité et donc peu de comparaisons dans le temps et l'espace. Les prix de l'année 1975 aux Etats Unis ont été retenus pour calculer, à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, le produit agricole brut (PAB) pour 13 pays : les différences entre les niveaux des prix sont ainsi éliminées. Les données sur les PIB et sur les « inputs » de terre et de travail, calculées en équivalents réels de 1975, peuvent servir à estimer la productivité de la terre et du travail pour toute la période. Le travail, présenté ici, ressemble aux efforts de Hayami et Ruttan (1971), mais la méthode employée permet l'application des données sur la valeur ajoutée, et l'inclusion de séries sur des pays en voie de développement.

R. JORIN, P. RIEDER. — **Effets économiques pour les producteurs, les consommateurs et les contribuables, causés par des décisions politiques dans le domaine des produits laitiers.** Un modèle normatif a été utilisé dans le but de minimiser les frais du gouvernement suisse pour le soutien du lait. Ceci, pourtant, sous deux conditions ; d'une part, les producteurs doivent recevoir un prix garanti pour une certaine quantité contingentée ; d'autre part, l'Etat est limité dans sa liberté de fixer les prix, parce qu'il doit respecter des intérêts socio-politiques. Afin de pouvoir quantifier le modèle, il a fallu estimer l'élasticité de la demande pour tous les produits laitiers. Le modèle montre que, plus le champ d'action de l'Etat intervenant est grand, quant à la politique des prix, plus les dépenses publiques pour l'écoulement des surplus peuvent être réduites mais aux dépens des consommateurs puisqu'on utilise les produits à demande élastique pour accroître leurs dépenses. Ce mécanisme souligne l'opposition entre les intérêts politiques d'ordre financier et ceux d'ordre social.

M.A. MARQUES. — **L'enseignement de l'économie dans une faculté vétérinaire - expérience personnelle et méthodes pédagogiques.** Au Portugal, le cours de Médecine Vétérinaire est enseigné dans la seule Faculté Vétérinaire du pays. A partir des caractéristiques spécifiques de ce cours (programme et débouchés professionnels) on insère et justifie l'enseignement d'une discipline, l'économie agro-animale. On décrit la réaction des futurs diplômés, en dernière année de cours, en face de cette discipline économique apparemment loin de leurs intérêts, et pour laquelle les modes de raisonnement scolaires purement techniques et pragmatiques auxquels ils sont habitués sont peu pertinents. Une série de techniques pédagogiques, essayées et recueillies personnellement (et qui ont fait leurs preuves) sont proposées pour obtenir la malléabilité mentale nécessaire à l'analyse économique, et la capacité d'abstraction indispensable à la compréhension des théories.

T. REHMAN. — **Les ordinateurs dans l'enseignement de la gestion des exploitations agricoles.** Dans l'enseignement et la recherche de 3<sup>e</sup> cycle, les techniques de décision et les modèles n'ont jusqu'à présent servi qu'à des fins pédagogiques ; ils peuvent aisément être utilisés comme aide à la décision. Le rapport identifie les problèmes qui se présentent actuellement au Royaume-Uni dans le développement de l'utilisation des ordinateurs pour l'enseignement de la gestion des exploitations. Il faut distinguer les fabricants et les usagers d'outils. Le fabricant d'outils acquiert les compétences nécessaires dans l'application comme logiciel de techniques de décision existantes ou nouvelles. L'« usager » d'outils ne fait qu'utiliser un élément de logiciel pour résoudre un problème spécifique de gestion. Cette distinction et l'orientation pratique de la gestion en tant que discipline universitaire, imposent des exigences contradictoires aux enseignants et étudiants (expérience de l'Université de Reading).

F. TOMCZAK. — **La matière et l'enseignement de l'économie rurale.** L'objet de notre analyse est la caractéristique générale et la définition scientifique de l'économie rurale et de ses deux sous branches : la gestion des exploitations et la politique agricole. L'économie rurale est une science qui traite des phénomènes économiques dans l'agriculture et l'économie alimentaire, des liens et des relations réciproques entre ces phénomènes et des conditions de leur développement. En outre, on fait l'analyse de la position de l'économie rurale par rapport à l'économie politique - leurs corrélations et leurs développements. L'économie rurale est étudiée, comme partie de l'économie politique et aussi en comparaison avec les sciences technico-agricoles, à la lumière d'expériences d'enseignement de l'économie rurale et d'application des connaissances économico-agricoles. Une question capitale se pose : comment enseigner l'économie rurale dans les facultés agricoles et économiques ?

## B6. LA FORMATION DES PRIX EN ÉCONOMIE CENTRALE-MENT PLANIFIÉE

I. LUKINOV. — **Le mécanisme de la formation des prix dans le cadre du complexe agro-alimentaire de l'URSS.** Le rapport traite de la formation et du perfectionnement du système des prix planifiés des produits agricoles et ceux provenant des autres domaines du complexe agro-alimentaires (CAA). La conception de la formation des prix est formulée à partir d'un impératif, celui d'assurer les rythmes indispensables de la reproduction élargie ; le taux d'accumulation qui est à l'origine des prix est étudié à partir du critère de la corrélation optimale des investissements par branches. Le règlement planifié des taux d'accumulation sectoriels et de leur mise en œuvre sert d'instrument pour créer les proportions intersectorielles. Le rapport élucide le caractère de l'influence qu'exercent les

investissements budgétaires et le crédit sur l'évolution des prix. Le problème de la formation planifiée des prix des produits agricoles en URSS est considéré en liaison intime avec les méthodes de stimulation qui consistent à partager les profits entre les producteurs et les IAA ainsi qu'avec celles visant à atténuer la différenciation économique et de rente des entreprises agricoles.

M. POHORILLE. — **Le problème de la parité des revenus et la politique des prix agricoles en Pologne.** Le rapport propose une formule de fixation des prix agricoles qui prend comme point de départ des grandeurs macro-économiques (la croissance planifiée de la production, les dépenses d'investissement indispensables, la consommation de divers groupes socio-économiques). Les relations qui se font jour dans les exploitations agricoles sont examinées dans ce contexte. Ayant déterminé le niveau général des prix agricoles, il faut établir, entre les prix des différents produits, des relations qui favoriseraient, dans la structure de la production, les changements qui correspondraient le mieux à l'évolution de la structure de la consommation de la société. Cette conception ne fournit pas une formule des prix sensu stricto, mais définit les principes généraux de la politique des prix agricoles. Les prix concrets des produits sous contrat sont établis par voie de négociations entre le gouvernement et les organisations des fermiers. Les prix des autres produits dépendent de l'offre et de la demande.

D. TOMIC. — **La politique du marché et l'organisation autogestionnaire du marché des produits agricoles en Yougoslavie.** A partir des principes fondamentaux de ce qui a été pratiqué jusqu'à présent, il convient d'apporter une attention particulière aux questions suivantes concernant l'édification et le développement du marché organisé autogestionnaire des produits agricoles : 1. planification de la production, approvisionnement alimentaire général, amélioration du niveau nutritionnel de la population. 2. Elargissement du commerce, création de grandes unités productives et organisation de la distribution. 3. Rôle du travail associé autogestionnaire et de sa production agro-industrielle sur le marché intérieur yougoslave. 4. Plus large insertion des producteurs individuels dans le système du travail associé et du marché organisé autogestionnaire. 5. Programmes complexes à long terme de la production commune, conditions et critères d'une participation plus juste au revenu commun de tous les participants selon leur travail.

H. WRONSKI. — **Les prix et l'offre des produits agricoles.** Un aspect de la crise polonaise : l'agriculture semble moins atteinte que l'industrie : l'approvisionnement du marché en denrées alimentaires est meilleur que la distribution des produits manufacturés. L'agriculture paraît s'adapter plus facilement aux directives de la réforme économique qui s'appuie sur le retour vers l'autonomie de l'entreprise et la loi du marché. Le développement du secteur agricole reste néanmoins entravé par son environnement industriel : insuffisance des livraisons de moyens de production et de biens d'équipement, et, en aval, des débouchés. Le « principe de la parité » des revenus du travail dans les deux secteurs n'est pas respecté. Compte tenu des prix agricoles récemment fixés, seules les grandes exploitations (minoritaires) en bénéficieront. Des motivations politiques, contrairement aux intérêts économiques de la nation, semblent inspirer encore l'action du Gouvernement.

## B7. ÉCHANGES AGRICOLES DES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

A. BOKENKAMP, F. RUF. — **Riz ou cacao ? Perspectives de politique agricole en Côte d'Ivoire.** L'influence des prix payés aux producteurs sur leurs choix économiques et leurs orientations de production est connue. Ainsi a-t-on vu, en Côte d'Ivoire, le déclin du café, l'expansion des cacaoyères, et la chute de production de riz (à partir de 1980). Jusqu'à présent, cette politique a servi les intérêts de l'Etat. Cependant une analyse plus dynamique des marchés pourrait révéler d'autres résultats. Le taux de progression à long terme de la demande de cacao n'est évalué qu'à 2 % par an alors que l'offre ivoirienne et brésilienne augmente de 4 à 6 % par an... D'autre part, la politique de bas prix du riz au producteur et de subvention aux importations modifie artificiellement les modèles de consommation. Les Ivoiriens se tournent vers le riz parce que c'est la denrée de base la moins chère. L'alternative « vivriers et cacao » pourrait répondre aux intérêts de l'Etat et d'une majorité d'agriculteurs.

H. DICK, E. GERKEN. — **Sécurité alimentaire et politique macroéconomique dans les pays en voie de développement: l'exemple du Botswana.** Face à l'insécurité alimentaire au Botswana les options des ménages sont, (a) de réduire les fluctuations du revenu réel en diversifiant les sources de revenu ou en réduisant la variabilité de certaines de ces sources ; et, (b) de se préparer aux périodes de déficit en accumulant des réserves financières ou non-financières ; - identifie les distorsions qui empêchent une utilisation optimale de ces options par les ménages (mesures de politique fiscale, monétaire ou commerciale) ; - analyse les options de politique gouvernementale pour éliminer ces distorsions ou compenser leurs effets, entre autres ; les garanties de prix accordées aux produits peu sensibles à la sécheresse, la création de placements indexés, l'aide alimentaire basée sur le travail, et la distribution de nourriture aux couches de population particulièrement vulnérables ; l'effet de ces mesures sur les agrégats macroéconomiques

G. GEMMILL. — **L'intérêt que présentent les marchés à terme pour les pays en voie de développement.** Pour la plus grande partie des produits qu'exportent les PVD, il existe des marchés à terme pour lesquels on constate que le prix dans les contrats est très proche du prix à terme. Le rapport examine les différentes possibilités offertes aux PVD qui cherchent à se couvrir en bourse. Il s'intéresse plus particulièrement à une méthode par laquelle on utilise les marchés à terme pour immobiliser les prix sur plusieurs années (i.e., pour asseoir des contrats de longue période) en gardant une position à terme renouvelée par un roulement et réduite au cours du temps. En conclusion, s'il reste peu probable que ces pays utilisent directement les marchés à terme, ils pourraient néanmoins exiger de leurs négociants des contrats à longue échéance évalués par des positions à terme ainsi renouvelées. Une étude empirique portant sur plusieurs pays et produits montre que cette stratégie semble très efficace pour stabiliser les gains autour d'une moyenne à long terme.

V.H. von MASSOW. — **Les politiques communautaires relatives à la viande de bœuf et au lait et leur répercussion sur les pays d'Afrique tropicale.** Les avantages comparés de la production animale sont évalués (répartition des pertes et des profits par groupes de populations : consommateurs urbains et producteurs-consommateurs). La situation actuelle permet aux centres urbains de glaner tous les profits en laissant au monde rural toutes les pertes. Pour les pays couverts par les études de cas, une « stratégie alimentaire » axée sur l'élevage servant à la fois aux populations urbaines et aux ruraux démunis a été proposée. Ces propositions, assorties de mesures politiques à court terme, expliquent les motifs qui incitent les gouvernements à prendre des décisions politiques à court terme plutôt que d'intégrer leurs mesures dans une stratégie de développement à long terme économiquement avantageuse. Toutefois, les propositions faites dans le document ont été examinées à la lumière de leur faisabilité politique à court terme.

K.S. PARIKH. — **Croissance et redistribution, efficacité et équité : des choix de politique économique pour les pays en développement.** Supprimer la faim dans le monde, est peut-être le droit le plus fondamental de l'espèce humaine. Dans cette vue, l'IIASA, a modélisé le secteur agricole de l'économie sous la forme d'un système d'équilibre général. Le rapport présente des résultats sélectionnés provenant de modèles nationaux de pays en développement : Inde, Pakistan, Bangladesh, Indonésie, Egypte, Kenya, Nigeria, Argentine, Mexique et Brésil. L'effet des diverses mesures économiques sur le développement et l'incidence du problème de la faim, y sont étudiés. Parmi ces mesures, on peut citer la fixation de prix aux niveaux nationaux, les choix d'investissement, les transferts de revenus intra et internationaux, les politiques de distribution alimentaire publique (rationnement, aliments mis gratuitement à disposition, bons alimentaires) destinés ou non à tel ou tel groupe de population, les tarifs douaniers, quotas, taxes variables ainsi que d'autres mesures affectant le commerce international.

L. YEGANIANTZ, E. CONTINI, E. RODRIGUEZ DA CRUZ, A. BRANDINI. — **Position antipollution de l'Allemagne et le marché potentiel pour l'alcool brésilien dans le Marché Commun.** L'Allemagne de l'Ouest a prévu d'éliminer tout additif au plomb dans l'essence et a choisi l'option de haut degré d'octane. Cette solution absorbe 10 % de plus de pétrole alors qu'un mélange d'éthanol et d'essence de faible degré d'octane non seulement éliminerait les besoins de plomb et diminuerait la pollution de l'air mais encore économiserait environ 190 millions de gallons d'essence par an à la CEE en commençant par 45 millions en Allemagne. Cela ouvrirait un marché au sucre, aux pommes de terre et autres produits agricoles excédentaires. Cela pourrait aussi, dans un premier temps, créer un marché pour l'alcool brésilien. Les comparaisons économiques et technologiques entre des mélanges incluant de l'alcool et de l'essence sans plomb montrent, dans les conditions européennes et sur la base de l'expérience brésilienne, que les mélanges avec alcool ont un avantage relatif.

## B8. ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE PRODUITS AGRICOLES

M. ADAMOWICZ. — **Le rôle du commerce extérieur agro-alimentaire dans l'économie de la Pologne.** Dans les années 60 le but principal était le gain de devises et d'auto-suffisance alimentaire du pays. Après 70, le commerce extérieur a été utilisé principalement comme facteur d'augmentation de la production agricole (surtout animale). La stratégie d'importations massives de céréales et d'exportations de produits animaux n'a pas réussi à cause d'erreurs de politique socio-économique, et de conditions extérieures défavorables. Malgré des difficultés passagères sur le marché intérieur, la Pologne est capable d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire et même de dégager des excédents pour l'exportation. La réforme économique du commerce extérieur et des autres secteurs de l'économie, devrait abaisser les besoins en moyens de production (réduisant les importations) et cependant augmenter la production agro-alimentaire (accroissant les exportations). Les restrictions appliquées par certains pays dans leur commerce avec la Pologne, et d'autres difficultés extérieures exigent des changements dans la structure et la géographie du commerce extérieur agro-alimentaire de la Pologne.

J. ALSTON. — **Effets de la PAC sur le commerce international du poulet.** Avant l'introduction de la PAC, la CE était un importateur de

viande de volaille (principalement de poulet) et les Etats Unis (EU) étaient l'exportateur majeur. Depuis, le marché international de la volaille s'est développé considérablement. La CE est devenue un grand exportateur de poulet. Les exportations américaines ont crû mais la part de marché des EU a diminué. Le Brésil émerge également en tant qu'exportateur important. Le rapport décrit les effets de la PAC sur l'élevage des volailles, il fournit une analyse qualitative des effets de la PAC sur le commerce international du poulet. Un modèle est construit pour évaluer empiriquement l'importance de la PAC et des autres facteurs qui ont influencé les échanges de volailles.

**J.C. BLOM, A.J. OSKAM. — Instabilité de la production et du commerce des céréales.** L'objectif de la recherche est d'établir l'importance relative de diverses causes d'instabilité du marché international des céréales. L'analyse estime d'abord l'instabilité des quantités et des prix. Après avoir quantifié les variations de la production, des importations et exportations, des importations et exportations nettes, ainsi que des prix, l'analyse se concentre sur la cohésion de ces variations dans les différentes parties du monde. En outre, l'influence des variations de production sur l'importation et l'exportation nettes a été mesurée. En conclusion, le commerce international peut contribuer de façon importante à absorber les instabilités au niveau des pays ou des continents. Depuis 1974, il semble qu'il y ait un changement d'attitude des pays importateurs qui tentent de réduire leur dépendance du marché international.

**G. FISCHER, K. FROHBERG. — L'impact variable, sur les pays développés et en développement, d'une libéralisation des échanges de produits agricoles.** L'objectif principal de l'étude est d'analyser l'impact, variable selon les pays, d'une libéralisation des échanges de produits agricoles. Sont pris en compte : les instruments d'une politique protectionniste - trois sortes de denrées agricoles (blé, aliments protéiniques, produits animaux) - et les principaux acteurs du commerce international (exportateurs ou importateurs) sont pris en compte dans cette analyse. Notre outil d'investigation est un jeu de modèles nationaux fiables les uns aux autres, et représentant environ 80% de la production agricole du commerce, des surfaces agricoles disponibles et de la population du monde, en incluant aussi le secteur non-agricole. Les effets d'une libéralisation du commerce sont indiqués par de nombreuses données concernant la production et la consommation, la prospérité économique, la distribution des revenus, la sécurité alimentaire, la stabilité des marchés, etc. afin d'obtenir une indication de l'ordre de grandeur des coûts d'ajustement relatifs à une politique devenant graduellement libre-échangiste.

**F.H. SANDERSON. — Demande, production et échanges des denrées alimentaires en l'an 2000.** La demande économique effective est estimée sur la base de prévisions, faites par la Banque Mondiale, des populations et revenus réels, et d'indications diverses concernant les élasticités de la

demande par rapport aux revenus. L'étude contient une description générale des hypothèses de base et quelques réflexions sur les effets de modifications éventuelles des régimes de soutien et de protection. Il apparaît que la demande globale de produits alimentaires continuera d'augmenter mais moins rapidement que pendant les années 70. Une étude détaillée des ressources régionales et des possibilités d'augmentation des rendements par l'application plus intensive d'engrais et de pesticides, l'extension des surfaces irriguées et l'adoption des techniques modernes de culture indique que toutes les régions sont capables d'augmenter leur production au point de satisfaire la plupart des demandes économiques effectives supplémentaires. Toutefois, un accroissement considérable des échanges entre 12 grandes régions du monde est prévu : viande, 200% ; produits laitiers, 60% ; céréales, 85% ; graines oléagineuses, 52%. La demande, la production et les soldes du commerce extérieur sont détaillées pour ces 12 régions.

**M. SCHMITZ. — Les effets des prix, du commerce et de prospérité des conventions de commerce bilatérales pour les produits agricoles.** Les embargos commerciaux, l'instabilité croissante des prix, la portée grandissante du commerce d'Etat dans les pays en voie de développement et dans les pays à économie centralement planifiée, les résultats médiocres obtenus lors de négociation d'accords commerciaux multilatéraux sont les principales raisons qui motivent le recours croissant à des accords commerciaux bilatéraux. Un modèle économétrique du commerce a été développé pour simuler l'influence des accords bilatéraux sur le niveau et la stabilité des courants commerciaux ainsi que sur les prix mondiaux du blé. Les valeurs escomptées, les variances des recettes d'exportation et les dépenses d'importation ont été calculées pour chaque pays, en cas d'accords commerciaux bilatéraux, d'une part, et, d'autre part, avec des politiques alternatives de stabilisation et de commerce.

**J.R. SIMPSON, J.S. HILLMAN. — L'influence des changements technologiques sur l'avenir des exportations de boeuf des Etats-Unis vers la CEE.** Le rapport passe en revue et compare les répercussions des changements de l'offre et de la demande qui ont lieu dans la CEE et aux Etats Unis en ce qui concerne les produits animaux et le boeuf en particulier. Il traite aussi, dans un cadre économique, des changements technologiques de production et de marketing qui ont lieu et passe en revue ceux qui sont susceptibles d'avoir un impact significatif pendant les 16 années qui viennent. Les prévisions de l'offre et de la consommation de boeuf dans la CEE sont intégrées dans une discussion sur les barrières non-tarifaires. En conclusion, on montre que des changements technologiques majeurs continueront à avoir lieu. L'existence d'excédents de boeuf tant dans la CEE qu'aux Etats Unis empêchera tout accroissement des exportations des Etats Unis vers la CEE, même si la question très controversée des barrières non-tarifaires est résolue.